

Pau, le 21 décembre 2022

ARRETE N°AP-2022-0162

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n° AP-2017-0106 en date du 10 juillet 2017 réglementant le stationnement des véhicules sur cinq emplacements place Récaborde ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de modifier le nombre d'emplacement de stationnement des véhicules place François Récaborde, pour faciliter l'accès aux commerces riverains ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'arrêté municipal n° AP-2017-0106 en date du 10 juillet 2017 réglementant le stationnement des véhicules sur cinq emplacements place Récaborde sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

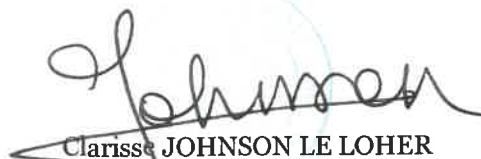
ARTICLE 2 – Le stationnement des véhicules est limité à 15 minutes, sur les quatre (4) emplacements matérialisés place François Récaborde, pendant la période comprise entre 8h et 18h30 tous les jours de la semaine sauf les dimanches et les jours fériés.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté seront applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.



Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire